



New York, 18 Septembre 2012 – La 67ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies s'est ouverte par une intervention de son Président, Vuk Jeremić, qui a affirmé son attachement au renforcement du rôle, de l'autorité, de l'efficacité et de l'efficience de l'organe le plus représentatif du système onusien.

Résumé des déclarations d'ouverture de M. Vuk Jeremić



[BIOGRAPHIE DE M. VUK JEREMIC EN CLIQUANT ICI \(Pdf\)](#)

Affirmant venir d'un pays « *fier et démocratique* », M. Vuk Jeremić, Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale, s'est dit attaché à renforcer la coopération avec les autres principaux organes de l'ONU, notamment le Conseil de sécurité et les fonds, programmes et institutions. Il a également fait part de sa volonté de travailler avec la société

civile, arguant que l'on n'a pas encore vraiment trouvé un moyen efficace de faire bénéficier l'ONU des instituts ou groupes de réflexion qui existent dans le monde. Il a donc exprimé son intention de lancer un nombre d'initiatives pour mieux tirer parti du savoir et de l'expérience de ces instituts et groupes.

M. Jeremić a fait observer que le niveau élevé de « **volatilité géopolitique** » actuel perdurera sans doute pendant longtemps encore, compliquant la tâche des États membres.

« **Malgré tous les espoirs, les Nations Unies ne peuvent pas résoudre tous les problèmes de la planète du jour au lendemain** »

. Mais en dépit des imperfections, le nouveau Président s'est dit fermement convaincu que cette Organisation demeure essentielle pour répondre aux besoins croissants de l'humanité. On ne peut tout simplement pas concevoir un monde où la paix et la dignité pourraient s'épanouir sans les Nations Unies », a déclaré l'ancien Ministre serbe des affaires étrangères.

Après de longues consultations, le Président a dit avoir choisi comme thème de cette soixante-septième session « **L'ajustement ou le règlement des différends ou des situations internationales par des moyens pacifiques** » .

M. Jeremić a aussi promis de veiller à ce que le monde s'approche des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), sur l'après-2015, date butoir de ces OMD, et de manière globale, sur la pleine mise en œuvre du mandat reçu de la Conférence Rio+20.

« *Je vais également, a-t-il poursuivi, travailler avec les États Membres pour rendre l'Assemblée capable de contribuer à l'amélioration de la gouvernance mondiale* » .

Il s'est dit convaincu que le premier organe de délibération, d'élaboration des politiques et de représentativité devrait contribuer davantage aux idées en cours sur la manière de forger le « destin matériel » de la planète.

Le Président a annoncé son intention de convoquer une réunion informelle de haut niveau sur ce thème dans le but d'établir, au cours des prochaines années, un cadre de consultation effectif entre l'Assemblée générale, les institutions internationales financières et commerciales et des groupements comme le G-20.

M. Jeremić n'a pas oublié d'appeler l'Assemblée à attacher aux progrès dans les domaines du

contrôle des armes et du désarmement. Il a promis un appui aux efforts visant à assurer le succès de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), prévue en 2015, à surmonter l'impasse de la Conférence du désarmement et à accélérer l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires.

« J'engagerai également l'Assemblée générale à renforcer le rôle du maintien de la paix de l'ONU », a enchaîné M. Jeremić, en se disant convaincu que lorsqu'un règlement a été acquis, l'Assemblée générale peut, par consensus, devenir le garant moral de ce qui a été agréé.

Le Président de l'Assemblée générale a également parlé du problème du terrorisme, appelant les États Membres à redoubler d'efforts pour finaliser le projet de convention sur le terrorisme international. Il a parlé du renforcement du système des organes de traités des droits de l'homme, pour consolider l'égalité des sexes et intensifier la lutte contre le trafic des êtres humains. Il a d'ailleurs rappelé que l'Assemblée aurait à examiner cette année l'évaluation du Plan d'action de lutte contre ce trafic, adoptée en 2010.

Le nouveau Président a ensuite affirmé son attachement à continuer de travailler aux meilleurs moyens de renforcer le rôle, l'autorité, l'efficacité et l'efficience de l'Assemblée générale. « **Revitaliser la plus universelle des institutions multilatérales c'est renouveler notre foi non seulement dans les programmes et buts de l'ONU, mais également en nous-mêmes** » a-t-il souligné.

Le Président de l'Assemblée générale a engagé les États Membres à s'accorder d'emblée sur le document final de la réunion de haut niveau sur l'état de droit qui aura lieu le 24 septembre.

M. Jeremić a cité Ivo Andrić, son compatriote et prix Nobel de littérature qui a dit « **je n'ai pas peur des hommes mais de l'inhumanité qui est en eux** »

. Atténuer cette peur, en cherchant consciemment à taire les impulsions les plus primaires, est la tâche cruciale que le législateur et de l'homme d'État accomplit depuis des décennies.

Mon espoir sincère, a-t-il conclu, est que nos délibérations serviront à renforcer la proposition selon laquelle les Nations Unies sont indispensables à la conduite des relations internationales. « **Alors que nous entamons cette soixante-septième session, ne perdons pas de vue**

notre obligation commune de participer à une gestion responsable des objectifs et principes de cette Organisation et restons dévoués au règlement de nos différends, de manière harmonieuse et par le dialogue ».

Avant d'achever son intervention, M. Jeremić a rappelé l'anniversaire de la mort, il y a exactement 51 ans, de Dag Hammarskjöld. Le paraphrasant, il a invité les États Membres à « **ne jamais évaluer la hauteur d'une montagne avant d'en avoir atteint le sommet. Vous verrez qu'elle n'était pas si haute que ça... et jamais, au nom de la paix ou de la quiétude, ne trahissez votre vécu ou vos convictions ».**

Recueillis par Jeannot Ramambazafy (Source: www.un.org)

=====

Ordre du jour provisoire de la soixante-septième session ordinaire de l'Assemblée générale*

1. Ouverture de la session par le Président de l'Assemblée générale

2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation

3. Pouvoirs des représentants à la soixante-septième session de l'Assemblée générale :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs

b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

4. Élection du Président de l'Assemblée générale

5. Élection des bureaux des grandes commissions

6. Élection des Vice-Présidents de l'Assemblée générale

7. Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour : rapports du Bureau

8. Débat général

A. Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies

9. Rapport du Conseil économique et social

10. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine

11. Mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida et des Déclarations politiques sur le VIH/sida

12. Le sport au service de la paix et du développement

13. 2001-2010 : Décennie pour faire reculer le paludisme dans les pays en développement, particulièrement en Afrique

14. Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes

15. Culture de paix

16. Le rôle des Nations Unies dans la promotion d'un nouvel ordre mondial privilégiant l'humain

17. Les technologies de l'information et des communications au service du développement

18. Questions de politique macroéconomique :

a) Commerce international et développement

b) Système financier international et développement

c) Soutenabilité de la dette extérieure et développement

19. Suivi et mise en œuvre des textes issus de la Conférence internationale de 2002 sur le financement du développement et de la Conférence d'examen de 2008

20. Développement durable :

a) Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable

b) Suivi et application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement

c) Stratégie internationale de prévention des catastrophes

d) Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures

e) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

f) Convention sur la diversité biologique

g) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa douzième session extraordinaire

h) Harmonie avec la nature

i) Promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables

21. Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).

22. Mondialisation et interdépendance : migrations internationales et développement

23. Groupes de pays en situation particulière :

a) Suivi de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés

b) Mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral : résultats de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit, des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit

24. Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement :

a) Activités relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017)

b) Coopération pour le développement industriel

25. Activités opérationnelles de développement :

a) Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

b) Coopération Sud-Sud

26. Développement agricole et sécurité alimentaire

27. Développement social :

a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale

b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille

c) Suite donnée à l'Année internationale des personnes âgées : deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement

28. Promotion de la femme :

a) Promotion de la femme

b) Suite donnée aux textes issus de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale

29. Émancipation du citoyen et modèle de développement axé sur la paix

B. Maintien de la paix et de la sécurité internationales

30. Rapport du Conseil de sécurité

31. Rapport de la Commission de consolidation de la paix

32. Les diamants, facteur de conflits

33. Prévention des conflits armés :

a) Renforcement du rôle de la médiation dans le règlement pacifique des différends et la prévention et le règlement des conflits

34. Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM et leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales et sur le développement

35. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud

36. La situation au Moyen-Orient

37. Question de Palestine

38. La situation en Afghanistan

39. La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan

40. Question de l'île comorienne de Mayotte

41. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique

42. La situation en Amérique centrale : progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement

43. Question de Chypre

44. Agression armée contre la République démocratique du Congo

45. Question des îles Falkland (Malvinas)

46. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti

47. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales

48. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït

49. Université pour la paix

50. Effets des rayonnements ionisants

51. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace

52. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

53. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés

54. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects

55. Questions relatives à l'information

56. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en application de

l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies

57. Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes

58. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

59. Dispositifs offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes en matière d'études et de formation

60. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

61. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India

62. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles

63. Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires

C. Développement de l'Afrique

64. Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international :

a) Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international

b) Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique

D. Promotion des droits de l'homme

65. Rapport du Conseil des droits de l'homme

66. Promotion et protection des droits de l'enfant :

a) Promotion et protection des droits de l'enfant

b) Suite donnée aux textes issus de la session extraordinaire consacrée aux enfants

67. Droits des peuples autochtones :

a) Droits des peuples autochtones

b) Deuxième Décennie internationale des peuples autochtones

68. Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée :

a) Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

b) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

69. Droit des peuples à l'autodétermination

70. Promotion et protection des droits de l'homme :

a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants

spéciaux

d) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

E. Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire

71. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par les organismes des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale :

a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies

b) Assistance au peuple palestinien

c) Assistance économique spéciale à certains pays et à certaines régions

F. Promotion de la justice et du droit international

72. Rapport de la Cour internationale de Justice

73. Rapport du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

74. Rapport du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

75. Rapport de la Cour pénale internationale

76. Les océans et le droit de la mer :

a) Les océans et le droit de la mer

b) Assurer la viabilité des pêches, notamment grâce à l'Accord de 1995 aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et à des instruments connexes

77. Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies

78. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quarante-cinquième session

79. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international

80. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de ses soixante-troisième et soixante-quatrième sessions

81. État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés

82. Examen de mesures propres à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires

83. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation

84. L'état de droit aux niveaux national et international

85. Portée et application du principe de compétence universelle

G. Désarmement

86. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

87. Réduction des budgets militaires

88. Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique

89. Maintien de la sécurité internationale — relations de bon voisinage, stabilité et développement en Europe du Sud-Est

90. Progrès de l'informatique et des télécommunications et sécurité internationale

91. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient

92. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes

93. Prévention d'une course aux armements dans l'espace

94. Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement

95. Désarmement général et complet :

a) Notification des essais nucléaires

b) Vers un traité sur le commerce des armes : établissement de normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques

c) Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale

d) Mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925

e) Effets de l'utilisation d'armes et de munitions contenant de l'uranium appauvri

f) Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires

g) Information sur les mesures de confiance dans le domaine des armes classiques

h) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement

i) Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement

j) Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements

k) Sécurité internationale et statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie

l) Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques

m) Prévention de l'acquisition de sources radioactives par des terroristes

n) Action préventive et lutte contre les activités de courtage illicites

o) Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération

p) Relation entre le désarmement et le développement

q) Respect des normes environnementales dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements

r) Promotion du multilatéralisme dans le domaine du désarmement

et de la non-prolifération

s) Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre

t) Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction

u) Désarmement régional

v) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional

w) Adoption de mesures de confiance à l'échelon régional et sous-régional

x) Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire

y) Traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires

z) Unité d'action pour l'élimination totale des armes nucléaires

aa) Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*

bb) Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects

cc) Réduction du danger nucléaire

dd) Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive

ee) Désarmement nucléaire

ff) Missiles

96. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :

a) Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement

b) Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement

c) Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement

d) Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes

e) Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale

f) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique;

g) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires

h) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique

97. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :

a) Rapport de la Conférence du désarmement

b) Rapport de la Commission du désarmement

98. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient

99. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

100. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée

101. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

102. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction

103. Revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement

H. Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

104. Prévention du crime et justice pénale

105. Contrôle international des drogues

106. Mesures visant à éliminer le terrorisme international

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

107. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

108. Rapport du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix

109. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies

110. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :

a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;

b) Élection de dix-huit membres du Conseil économique et social

111. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections :

a) Élection de sept membres du Comité du programme et de la coordination

b) Élection de trente membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

c) Élection de cinq membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix

d) Élection de dix-huit membres du Conseil des droits de l'homme

112. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations :

a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

b) Nomination de membres du Comité des contributions

c) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements

d) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

e) Nomination de membres et de membres suppléants du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies

f) Nomination de membres du Comité des conférences

g) Confirmation de la nomination de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement

h) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la CNUCED

113. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies

114. Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire

115. Suivi de la commémoration du bicentenaire de l'abolition de la traite transatlantique des esclaves

116. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies

117. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale

118. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes

119. Renforcement du système des Nations Unies :

a) Renforcement du système des Nations Unies

b) Rôle central du système des Nations Unies dans la gouvernance mondiale

120. Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions

121. Multilinguisme

122. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres :

a) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine

b) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique

c) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est

d) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique de la mer Noire

e) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes

f) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation du Traité de sécurité collective

g) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des pays de langue portugaise

h) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe

10

i) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale

j) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique

k) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique eurasienne

l) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de la Francophonie

m) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain

n) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes

o) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

p) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

q) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains

r) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la coopération islamique

s) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Forum des îles du Pacifique

t) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

u) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de Shanghai pour la coopération

v) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté de développement de l'Afrique australe

123. Suite donnée aux recommandations de la Commission indépendante chargée d'enquêter sur la gestion administrative et le contrôle interne du programme « Pétrole contre nourriture » de l'Organisation des Nations Unies

124. Santé mondiale et politique étrangère

125. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres

violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

126. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

127. Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux

128. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes :

a) Organisation des Nations Unies

b) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

c) Centre du commerce international CNUCED/OMC

d) Université des Nations Unies

e) Plan-cadre d'équipement

f) Programme des Nations Unies pour le développement

g) Fonds des Nations Unies pour l'enfance

h) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

i) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

j) Contributions volontaires gérées par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

k) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement

l) Fonds des Nations Unies pour la population

m) Programme des Nations Unies pour les établissements humains

n) Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

o) Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

p) Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

q) Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit

international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

r) Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

(ONU-Femmes)

129. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

130. Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013

131. Planification des programmes

132. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies

133. Plan des conférences

134. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

135. Gestion des ressources humaines

136. Corps commun d'inspection

137. Régime commun des Nations Unies

138. Régime des pensions des Nations Unies

139. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique

140. Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne

141. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies

142. Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

143. Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

144. Financement du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.

145. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies

146. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

147. Financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
148. Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
149. Financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
150. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
151. Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
152. Financement de la Mission des Nations Unies au Timor oriental
153. Financement de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
154. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
155. Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
156. Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
157. Financement de la Mission des Nations Unies au Libéria

158. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :

a) Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement

b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban

159. Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

160. Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan

161. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

162. Financement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour

163. Financement des activités découlant de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité

164. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte

165. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Conseil de coopération des États de langue turcique

166. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Conférence internationale des partis politiques asiatiques

167. Prise en compte des besoins socioéconomiques des personnes, des familles et des sociétés touchées par les troubles du spectre autistique et les autres troubles du développement

168. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Société andine de développement.

*** Ceci représente l'ordre du jour provisoire tel que paru le 20 juillet 2012. Des points à cet ordre du jour peuvent avoir été rajoutés à la requête des États Membres après cette date.**